Cinquante quatrième année. - N° 34 A Lundi 17 et mardi 18 février 2020

BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Premier ministre
Direction de l'information légale et administrative

Standard..... 01-40-58-75-00
Service éditorial 01-40-58-77-56

BODACC « A »

Annonce n° 3087

68 – HAUT-RHIN

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE MULHOUSE

Jugement d'ouverture

Date : 29 janvier 2020.
Jugement d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire.
794 380 899 RCS Mulhouse.
COMPLEXE D'ARTS.
Forme : SARL à associé unique.
Enseigne : LA LOGE DU COIFFEUR L'EPICERIE.
Activité : coiffure, vente d'accessoires et produits en rapport avec la coiffure, vente de matériel et produit relatif à l'esthétique, prestations de photographies, location de matériel de spectacle voire d'une régie, prestations pour l'élaboration de spectacles, la vente d'épices et de condiments.
Adresse : 97, avenue d'Altkirch, 68100 Mulhouse.
Complément de jugement : jugement d'ouverture de redressement judiciaire avec administrateur ayant mission d'assistance. Date de cessation des paiements : 31 décembre 2019. Administrateur judiciaire avec mission d'assistance : SELARL AJASSOCIES, prise en la personne de Me MASCHI Céline demeurant au 38, rue Jean-Mieg, 68100 Mulhouse, en qualité d'administrateur avec mission d'assistance. Mandataire judiciaire au redressement et à la liquidation des entreprises : SELARL MJM FROEHLICH & ASSOCIES prise en la personne de Me FROEHLICH Philippe, demeurant au 36, rue Paul-Cézanne, Le Trident, 68100 Mulhouse, mandataire judiciaire au redressement et à la liquidation des entreprises. Les déclarations de créances sont à déposer dans les deux mois suivant la présente publication auprès du mandataire judiciaire au redressement et à la liquidation des entreprises. Ce délai est augmenté de deux mois pour les créanciers domiciliés hors de France métropolitaine. N° RG : 20/00140.